

4 – CHARGES DÉDUCTIBLES

Sans être exhaustifs :

- Frais de repas :

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 5,45 € et inférieure à 21,10 € (pour 2025).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible : $10,00 - 5,45 = 4,55$ € (TTC)
- Non déductible : 5,45 €

N.B. : Seuils revus chaque année

- Petit outillage :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (sacoche, matériel professionnel).

Si valeur supérieure à 500,00 € HT : Immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (ordinateur ...).

- Contribution Économique Territoriale (CET) :

Exonération la première année civile.

La CET est composée de :

* La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

Imprimé n° 1447-C à déposer avant le 31/12 de la 1ère année.



Suppression de l'envoi postal des avis de CFE-IFER pour toutes les entreprises depuis 2015.

Pensez à créer votre espace professionnel sur le site www.impots.gouv.fr si cela n'est pas déjà fait.

* La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Déclarations n°2035-E et 1330-CVAE (dispense possible via 2035-E) à déposer si recettes supérieures à 152 500 €, mais imposition uniquement si recettes supérieures à 500 000 € (versements d'acomptes avec imprimés n°1329-AC + solde) Supprimée en 2030.

- Cotisation à un syndicat professionnel :

Déductible du résultat (par exemple CNPA, UNIDEC, ...)

- Ordinateur :

Une dotation aux amortissements peut être déduite ainsi que les frais d'Internet... Au prorata de l'usage professionnel.

- Cotisations sociales :

Les régimes OBLIGATOIRES (base* = bénéficiaire + Madelin) :

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2025 = 47 100 €)

*A partir des revenus 2025, les bases de cotisations sociales et de CSG seront communes. L'assiette sera constituée du résultat avant déduction des cotisations sociales facultatives et obligatoires, auquel un abattement de 26 % sera appliqué (article 18 LFSS 2024).

- Allocations Familiales : **0 %** sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de **0 %** à **3,10 %** pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, **3,10 %** au-delà.

- CSG/CRDS : **9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %).

- Maladie - Maternité 1 : Taux progressif de **0 %** à **8,5 %** sur une progression de revenus compris entre 20 % du PASS jusqu'à des revenus supérieurs à 300 % du PASS. Taux de **6,50%** pour la part de revenus supérieure à 3 PASS.

- Maladie 2 : (indemnités journalières) taux de **0,5 %** dans la limite de 5 PASS (235 500 €)

- Retraite de base : **17,87 %** jusqu'à 47 100 € (1 PASS) et **0,72 %** au-delà)

- Retraite complémentaire : **0 %** dans la limite d'un PASS (47 100 €) et **14 %** de 1 PASS (47 100 €) à 4 PASS (188 400 €).

- Invalité - Décès : **1,30 %** dans la limite de 47 100 € (1PASS).

> Recouvrement par la Sécurité Sociale des Indépendants

Pour un début d'activité au 01/01/2025	1ère année
Allocations Familiales*	- €
CSG-CRDS	868 €
- dont CSG déductible	609 €
CFP	118 €
Maladie - Maternité 1*	- €
Maladie 2* (indemnités journalières)	94 €
Retraite de base*	1 599 €
Retraite complémentaire	626 €
Invalité - Décès*	116 €
TOTAL	3 421 €
Total si Exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRES)	1 612 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

*exonération de début d'activité possible

À noter que les premières cotisations sont calculées au prorata en fonction de la date de début d'activité, à l'exception de la cotisation indemnités journalières.

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

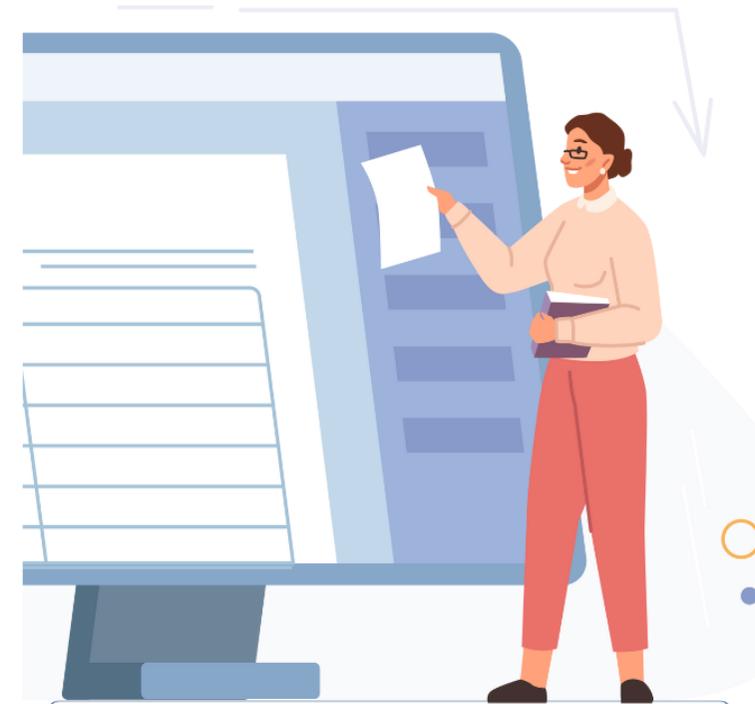
- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite / PER
- Perte d'emploi subie

Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.

AUTO ÉCOLE

FICHE MÉTIER

Edition 2025



Rennes

8 pl. du colambier
BP 40415
35004 RENNES Cedex

☎ 02 23 300 600

Vannes

1 rue Anita Conti
56000 VANNES

✉ contact@arcolib.fr

Paris

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

(re)découvrez nos services + sur arcolib.fr

CSE, accompagnement des micro-entrepreneurs, des associations; réalisation d'ECF



1 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Démarches de création d'activité à réaliser en ligne auprès du guichet unique : <https://formalites.entreprises.gouv.fr/>

Coût : Gratuit.

Il faut être âgé d'au moins 23 ans, justifier de la capacité à gérer un établissement d'enseignement de la conduite, justifier des moyens de formation et de la qualification du personnel enseignant.

Les auto-écoles doivent, après avis de la commission départementale de sécurité, obtenir du préfet dont dépend l'établissement, un agrément délivré pour une durée de 5 ans.

A voir aussi :

- conditions d'accueil du public au regard des normes applicables aux Établissements Recevant du Public.
- affichage des tarifs (**Arrêté du 19 Juin 1987**).

Pensez également à ouvrir un compte bancaire séparé, et aux services d'un Expert-Comptable, et ARCOLIB.

2 - FISCALITÉ

Les auto-écoles connaissent des particularités concernant la déduction des frais de véhicules, selon que le professionnel est locataire ou propriétaire des véhicules.

A – LES FRAIS DE VÉHICULES

LE PROFESSIONNEL EST PROPRIÉTAIRE DES VÉHICULES

Les véhicules spécialement agencés pour l'enseignement de la conduite constituent des éléments d'actif par nature. De fait, l'inscription à l'actif professionnel d'un véhicule auto-école est obligatoire.

Les véhicules auto-écoles ne sont pas concernés par le plafonnement des amortissements des véhicules particuliers, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exploitation.

La déduction forfaitaire des frais de véhicules est applicable à un exploitant d'auto-école propriétaire de ses véhicules.

Toutefois, celui-ci n'a pas, en cas d'option pour le forfait, la possibilité de récupérer la TVA sur l'achat et les frais de véhicules.

Le barème kilométrique est en effet, selon l'Administration, établi à partir de bases TTC, la récupération de TVA ferait donc double emploi avec ce barème.

LE PROFESSIONNEL EST LOCATAIRE DES VÉHICULES

Les véhicules spécialement agencés et pris en location ne permettent pas le recours à la déduction forfaitaire.

En effet, ces véhicules constituent, par leur objet, des dépenses professionnelles par nature.

Il n'est donc pas possible de renoncer à la déduction des loyers, ainsi, le recours au barème kilométrique est impossible.

Seule l'option pour le barème BIC représentatif des frais de carburant est possible (production d'une annexe à joindre obligatoirement à la déclaration de résultats).

CONCOMITANCE DE VÉHICULES LOUÉS ET DE VÉHICULES EN PROPRIÉTÉ

Dans un tel cas, l'exploitant peut appliquer la déduction forfaitaire des frais de véhicules selon le barème BNC pour les véhicules dont il est propriétaire, à condition qu'il applique la déduction forfaitaire des frais de carburant BIC pour les véhicules pris en location.

Cette décision implique de ne pas comptabiliser les frais de carburant à un compte de charges.

Elle a également comme effet pour le contribuable de ne pas pouvoir récupérer la TVA afférente aux frais de carburant.

B – LA TVA

Pour les professionnels pratiquant les frais réels, la TVA est récupérable sur les frais d'entretien, de réparation, de gazole, Superéthanol E 85, GPL ou GNV ainsi que sur l'achat du véhicule.

La TVA sur l'essence devient, depuis 2017, progressivement récupérable (80 % en 2025 pour les véhicules de tourisme).

En cas de passage des frais réels à l'indemnité kilométrique, il convient de procéder à une régularisation en matière de TVA.

En effet, le véhicule reste inscrit à l'actif mais l'amortissement n'est plus déductible, celui-ci étant couvert par le barème kilométrique.

La TVA n'étant pas récupérable en cas d'application du barème, il convient de procéder à un reversement, par cinquième, de la TVA récupérée lors de l'acquisition du véhicule.

Les prestations des auto-écoles relèvent du taux normal de TVA (20 %).

Seules les recettes tirées des ventes de livres de tests d'examen du permis de conduire sont soumises au taux réduit (5,5 %).

3 – ARCOLIB, au service de ses adhérents

Grâce à votre adhésion annuelle (198 € TTC pour 2025, 60 € l'année de création ou 36 € pour une micro-entreprise), bénéficiez de :

- Dynabuy : des avantages pour votre entreprise, vous et votre famille avec une centrale d'achat et un CE externalisé. Contactez-nous pour plus d'informations. 
- Un ECF : ARCOLIB réalise, sur demande, un Examen de Conformité Fiscale pour limiter votre risque de contrôle fiscal, en lien avec votre expert-comptable le cas échéant. Cet examen, consistant en l'analyse de pistes désignées par l'Administration fiscale, est proposé pour 72 € TTC (84 € TTC pour un assujéti à TVA). Plus d'infos sur www.fisca-pass.fr 
- Et aussi de formations gratuites, de statistiques, d'une assistance en matière de comptabilité et fiscalité, l'accompagnement de votre association...